

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

LUNDI 2 DÉCEMBRE 2024 / N° 8091

Portrait

L'Argovienne Maja Riniker devient première citoyenne de la Suisse ●●● PAGE 20



Religion

A Lucerne, expérience réussie pour le Jésus version ChatGPT ●●● PAGE 9

Ski alpin

La Valaisanne Camille Rast a décroché sa première victoire en Coupe du monde ●●● PAGE 18

Culture

Disparition de Niels Arestrup, qui excellait dans les rôles troubles ●●● PAGE 19

ÉDITORIAL

Le multilatéralisme dans le viseur

STÉPHANE BUSSARD

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche le 20 janvier prochain aura des effets considérables sur le fonctionnement de la démocratie américaine. Elle aura aussi de graves répercussions sur la scène internationale. En plaçant au poste d'ambassadrice états-unienne à l'ONU à New York Elise Stefanik, qui a régulièrement appelé à cesser de financer les Nations unies, le milliardaire républicain donne le ton. Le multilatéralisme représente tout ce que Donald Trump exècre: il traduit l'art du compromis, le sens du bien commun et les efforts collectifs entrepris pour résoudre les problèmes globaux dont la lutte contre le changement climatique et contre les pandémies. Le futur 47e président des Etats-Unis promet d'être disruptif. Face à lui, les diplomates établis dans la Cité de Calvin ne cachent plus leurs craintes.

La Genève internationale est en effet en première ligne. L'énorme soutien financier américain dont dépend fortement la ville du bout du Léman constitue, à l'ère du trumpisme, une vulnérabilité préoccupante. Si Donald Trump tranche massivement dans les contributions états-uniennes aux hauts-commissariats de l'ONU pour les réfugiés et aux droits de l'homme, à l'OMS

Donald Trump risque de saper l'écosystème international genevois

voire à l'OMC, il sapera l'écosystème international genevois. Or la raison d'être de ce dernier est le multilatéralisme, la quête de solutions globales aux fléaux qui affligent notre planète. En prônant son «America First», une Amérique centrée sur elle-même, le milliardaire républicain ne fait qu'accélérer la tendance au repli national vue dans nombre de pays emportés par une déferlante populiste.

Le moment est à prendre très au sérieux. Une marginalisation de la Genève internationale équivaldrait à celle de la politique étrangère de la Suisse et de son rôle sur la scène internationale. A l'heure où la Confédération achève un mandat de deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU, ce serait un terrible retour en arrière. L'UDC, qui plaide elle aussi pour un repli identitaire, en mesure-t-elle toutes les conséquences pour la Suisse et le monde? Rendre l'écosystème international genevois plus résilient exigerait que davantage de pays contribuent à financer les Nations unies, pour le bien de l'humanité. Mais pour l'heure, les Etats ne se bousculent pas au portillon.

Quant à Donald Trump, qui veut rendre sa grandeur à l'Amérique, il risque en réalité de l'affaiblir. La puissance américaine s'est construite en établissant un ordre international dont l'ONU est le fondement. En sabotant l'organisation multilatérale, Donald Trump contribuera à miner l'ordre mondial d'inspiration américaine et l'assise des démocraties. ■

La Genève internationale se prépare à la tempête Trump

NATIONS UNIES Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche pourrait bouleverser le multilatéralisme. A Genève, où l'écosystème international dépend des fonds américains, l'inquiétude est palpable

■ Avec la défenseuse acharnée de l'«America First» Elise Stefanik comme ambassadrice américaine à l'ONU, des coupes financières drastiques menacent des institutions comme l'OMS, l'OMC ou le HCR.

■ Au-delà des budgets, c'est l'idée même d'un ordre mondial coopératif qui vacille. Chine, Europe, pays émergents: qui pourra préserver un multilatéralisme en péril... et à quel prix?

●●● PAGES 4, 5

En Syrie, Alep replonge dans la guerre civile



PROCHE-ORIENT La deuxième ville du pays n'est plus sous le contrôle du régime de Bachar el-Assad pour la première fois depuis 2011. Une coalition de groupes rebelles dominée par des islamistes mène une offensive fulgurante depuis mercredi. (ALEP, 30 NOVEMBRE 2024/AAREF WATAD/AFP)

●●● PAGE 6

La prison d'Evin? «Un Iran miniature»

TÉMOIGNAGE La chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah a été incarcérée de 2019 à 2023 dans la prison d'Evin avant d'être libérée dans le sillage du mouvement «Femme, vie, liberté». De son séjour dans les geôles du régime des mollahs, elle a fait un sujet d'étude et en a tiré un livre, *Prisonnière à Téhéran*. «Je me trouvais dans une sorte de modèle réduit du pays, avec ses tensions, ses frictions, ses conflits», indique-t-elle au *Temps*. ●●● PAGE 7



Les sociétés suisses en quête de financements

PRÊTS Depuis la fin de Credit Suisse, nombre d'entreprises se plaignent de ne plus trouver de crédit, ou de faire face à des conditions plus restrictives

■ UBS montrerait moins d'appétit au risque que son ancien concurrent. La grande banque décrit, elle, un contexte qui tend à renchérir l'offre de crédit. ●●● PAGE 13

«Il faut défragmenter le marché des capitaux»

EUROPE Le patron d'Euronext, Stéphane Boujnah, revient pour *Le Temps* sur la crise de compétitivité qui touche le Vieux-Continent et qui inquiète jusqu'au sommet de l'Union européenne. Celui qui est à la tête du premier opérateur boursier paneuropéen – avec notamment les places de Paris, Amsterdam ou Rome – constate que «l'Europe ne manque pas d'épargne. Elle a un problème de sous-investissement et donc d'allocation de l'épargne vers les actions.» ●●● PAGE 17





(AARAU, 27 NOVEMBRE 2024/RENÉ RUIS POUR LE TEMPS)

Maja Riniker

Citoyenne modèle

La libérale-radical argovienne accède aujourd'hui à la présidence du Conseil national. Une fonction représentative et axée sur la pratique du consensus, qui colle à sa conception de la politique

PHILIPPE BOEGLIN

Son meilleur moment dans la vie? «Mes trois enfants, sans hésiter.» Et au parlement? «Il arrive probablement maintenant.» Les yeux rieurs, Maja Riniker se réjouit sans faux-semblant: ce lundi, le Conseil national l'éliera à la présidence, faisant d'elle – on a tendance à l'oublier – la première citoyenne de Suisse. La libérale-radical argovienne, 46 ans, tiendra les rênes de la Chambre du peuple pendant une année, conduira les débats, quitte parfois à discipliner les élus bruyants, et fera acte de représentation plus souvent qu'à son tour. Un mandat synonyme de visibilité, et qui colle à sa conception de la politique.

«Je n'aime pas les conflits»

«La présidence du Conseil national, c'est une chance unique. La fonction est intégratrice, on rapproche les élus. Je crois dans le consensus et je veux l'incarner.» Des phrases assez convenues. Mais point de marketing: plusieurs parlementaires le confirment au téléphone, la future présidente fait partie de ceux qui essaient de surmonter les blocages. «Je suis quelqu'un qui cherche le compromis

et jette des ponts entre les avis divergents. Les projets ne doivent pas obligatoirement avoir mon empreinte. C'est le résultat qui importe.» Son slogan de présidence: «La cohésion par la diversité». Très Suisse, Maja Riniker.

Avec nous, dans un café situé à deux pas de la gare de Berne, elle s'attache à parler un français correct. A l'écouter, son style politique reflète son caractère dans le privé. «Nous avons trois enfants, dont deux adolescents (17 ans et 15 ans), et cela nécessite de

«Quand le train passe et que la porte s'ouvre, il ne faut pas rater l'occasion»

la compréhension, de l'écoute, de l'attention. Dans la vie privée, je n'aime pas les conflits. Ceux-ci requièrent beaucoup d'énergie, et je préfère la canaliser pour construire.»

C'est un fait: nombre de ses coreligionnaires au parlement, de tous partis, parlent de l'Argovienne en termes positifs. Sympathique, constructive, travailleuse, intelli-

gente. Libérale-radical alémanique, elle porte des positions assez classiques de centre droit. Dans sa seule commission, celle de la politique de sécurité, elle défend une armée forte, l'industrie d'armement, une libéralisation des réexportations d'armes dans le contexte de la guerre ukrainienne, et voit d'un bon œil la coopération avec l'OTAN.

Dans sa méthode, pas de polarisation. «Nous ne sommes pas toujours du même avis, mais elle s'intéresse à ce que pense l'autre», remarque son

coéquipier PLR de longue date, l'Argovien Matthias Jauslin. «Nous avons eu parfois d'après discussions, par exemple sur le loup où nous n'étions pas d'accord. Mais elle ne méprise pas les opinions divergentes.»

Maja Riniker avance, sans faire trop de vagues. Pour un socialiste qui l'apprécie, «elle n'a pas de profil très politique». Divers interlocuteurs

s'excusent presque: «Désolé, je n'ai pas grand-chose de croustillant à vous raconter.»

Le projet des 25 chars pour l'Allemagne

Sans histoires, la politicienne n'a rien de l'animal politique cherchant à étendre sa sphère d'influence, ou à tremper dans les manœuvres de coulisses. «Certains politiques sont mus par des causes, une envie de changer le monde. D'autres, principalement au Centre et au PLR, semblent accorder tout autant d'importance aux contacts avec leurs homologues», image un élu PS, plaçant Maja Riniker dans la seconde catégorie. «Elle est toujours bien préparée et appliquée, mais ne fait pas partie des personnalités marquantes», complète un conseiller national bourgeois.

Alors, friande d'harmonie au point d'être sans relief? Pas si simple. Quand Maja Riniker a une idée en tête, elle pousse, empoigne son téléphone et part en quête de soutien pour ses interventions, témoignent des collègues. «J'ai des projets, des objectifs et je sais ce que je veux», insiste-t-elle. De l'ambition, elle en

PROFIL

1996 Majeure le 23 mai; permis d'apprentie conductrice; première votation.

2003 Décroche le diplôme d'économiste d'entreprise HES.

2005 Election à la commission scolaire de la commune de Suhr.

2019 En décembre, prestation de serment au Conseil national.

2024 Le 2 décembre, élection à la présidence du Conseil national.

a, attestent d'autres parlementaires. La première concernée ne s'en cache pas; elle guette d'autres opportunités: «Conseil des Etats, Conseil d'Etat argovien, ou hors de la politique. Quand le train passe et que la porte s'ouvre, il ne faut pas rater l'occasion.»

Preuve de sa détermination, la conseillère nationale a mené à bien l'an dernier ce qui est devenu son projet phare: le parlement a adoubi la revente de 25 chars de combat à l'Allemagne, lui permettant de reconstituer ses stocks après avoir aidé l'Ukraine. C'est le premier et jusqu'ici unique geste militaire suisse – indirect – en faveur de Kiev. Un sujet délicat, neutralité oblige. Tenace, Maja Riniker a persévéré, malgré les vents contraires: l'opposition venait de plusieurs flancs, *last but not least* du président de son parti Thierry Burkart, Argovien comme elle, qui ne voulait pas de ce transfert de matériel au motif qu'il dégraderait les rangs de l'armée suisse.

Fille d'officier, Maja Riniker se souvient «d'une période très intense et prenante. Mais je reste convaincue d'avoir fait le bon choix.» Ce coup politique a assis son statut à l'interne. «Elle est fiable, avec un vrai capital sympathie», complimente un libéral-radical. «Elle est même un peu sous-utilisée.»

«Mon mari fait plus de tâches, mais c'est normal»

Une sous-utilisation très relative: la coupole fédérale a changé sa vie et celle de son entourage. «Le temps libre passé avec la famille et les amis s'est réduit, constate Maja Riniker. Mon mari assume plus de tâches, par exemple dans l'accompagnement des enfants à l'école. Mais c'est normal: pendant douze ans, auparavant, j'ai vraiment tout fait et l'ai aidé à monter son cabinet de gastroentérologue.»

La vie de famille, ce sont de bonnes phases, et d'autres plus difficiles. «Je me rappelle avoir été épuisée après la naissance de notre troisième enfant.» Maja Riniker prône donc une politique familiale – mais dans une approche typique de la droite alémanique. «Il est très important d'avoir des structures de garde externe, mais ce n'est pas à la Confédération de les financer ou d'encourager l'un ou l'autre modèle familial. Le financement relève des cantons. Chaque couple avec enfants doit trouver la solution qui lui convient.»

Un argumentaire qui rappelle celui de sa collègue de parti et ministre des Finances, la Saint-Galloise Karin Keller-Sutter. «Maja Riniker est agréable mais ce n'est pas chez elle que nous trouvons un soutien inattendu», sourit un élu de gauche. «Elle sera sûrement une très bonne présidente du Conseil national.» ■